Projet de règlement grand-ducal

portant modification du règlement grand-ducal modifié du 30 décembre 1992 portant application de la directive N° 91/672/CEE du Conseil du 16 décembre 1991 sur la reconnaissance réciproque des certificats de conduite nationaux de bateaux pour le transport de marchandises et de personnes par navigation intérieure.

Avis du Conseil d'Etat

(18 juin 2013)

Par dépêche du 26 mars 2013, le Premier Ministre, Ministre d'Etat, a soumis à l'avis du Conseil d'Etat le projet de règlement grand-ducal sous rubrique, élaboré par le ministre du Développement durable et des Infrastructures. Le projet de règlement grand-ducal était accompagné d'un exposé des motifs, d'un commentaire des articles, d'une fiche d'évaluation d'impact et d'une fiche financière.

L'avis de la Chambre de commerce n'est pas à la disposition du Conseil d'Etat le jour de l'adoption du présent avis.

Considérations générales

Le projet de règlement entend assurer une transposition de la future directive de l'Union européenne en matière de transports, plus particulièrement en ce qui concerne la reconnaissance réciproque des certificats de conduite nationaux de bateaux pour le transport de marchandises et de personnes par navigation intérieure. Etant donné qu'il s'agit d'un texte qui doit entrer en vigueur avec l'adhésion de la Croatie dans l'Union européenne, le 1^{er} juillet 2013, le Conseil d'Etat peut marquer son accord avec ce procédé. Il donne cependant à considérer que la directive doit être adoptée et publiée au Journal officiel de l'Union européenne avant que le présent projet de règlement puisse être adopté et publié à son tour.

Examen des articles

Préambule

De l'avis du Conseil d'Etat, il suffit que les auteurs du projet, pour modifier le règlement grand-ducal modifié du 30 décembre 1992, prennent comme base légale la loi modifiée du 9 août 1971 concernant l'exécution et la sanction des décisions et des directives ainsi que la sanction des règlements des Communautés européennes en matière économique, technique, agricole, forestière, sociale et en matière de transports. Les deux visas se référant à la loi modifiée du 28 juin 1984 portant réglementation de la police de la navigation intérieure, des sports nautiques et de la natation

ainsi qu'à la loi modifiée du 24 janvier 1990 portant création et organisation d'un tribunal pour la navigation de la Moselle sont dès lors à supprimer.

Si, au jour de la présentation du règlement à la signature du Grand-Duc, l'avis de la Chambre de commerce n'est pas disponible, le préambule du projet sous avis doit être adapté.

Le Conseil d'Etat demande encore à ce que le troisième mot des termes « Chambre de commerce » et « Chambre des députés » soient rédigés avec une initiale minuscule.

Article 1^{er} (et non article 1)

Sans observation.

Article 2

Le Conseil d'Etat rappelle son exigence que le présent projet ne soit adopté définitivement avant la publication en bonne et due forme de la future directive et dont les coordonnées seront à insérer au préambule et à l'article 1^{er}.

Ainsi délibéré en séance plénière, le 18 juin 2013.

Le Secrétaire général,

s. Marc Besch

Le Président,

s. Victor Gillen